



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 19 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIMBO QSR PLESSIS

17 rue de la mare aux joncs
91220 Le Plessis Pate

site sis 25 avenue Alfred Nobel

86100 Châtelleraut

Références : 2025 1532 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0100036929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans l'établissement BIMBO QSR PLESSIS implanté Avenue Alfred Nobel 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est programmée afin de faire un recollement suite à la mise en service de la nouvelle entreprise du groupe BIMBO QSR

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMBO QSR PLESSIS
- Avenue Alfred Nobel 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0100036929
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Bimbo QSR est le leader mondial de la boulangerie avec 63 boulangeries dans 23 pays. L'entreprise produit plus de 1 milliard de Bun's (pains pour burgers) par an, pour le compte entre autres de KFC, Mc Donald.

En France, le groupe Bimbo compte 5 unités de production dont celle nouvellement créée de Châtelleraut.

Le site compte à ce jour 30 employés qui travaillent en 1/8 avec un objectif à terme de 110 employés en 3/8.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Besoin en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.3. / 2.2.2 / 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Aménagement des prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Bruit	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article V de l'article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17, 19, 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
17	Récolement aux prescriptions	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, Titre 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nature et localisation des installations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.2.1. / 1.2.4
4	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.3.
5	Aménagements des prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1
6	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.4.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	foudre	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.4
9	Modalités de stockage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.6.
12	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8
13	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
15	Équipements frigorifiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 27.8
16	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/12/2008, article 5.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier :

- le caractère REI120 du mur de séparation des bureaux et locaux sociaux, du local chaudière, entre l'atelier de fabrication et local conditionnement ;
- la réception des RIA, rideau d'eau et réserve incendie de 730 m³ ;
- la surveillance du site hors heures ouvrées ;
- la conformité des dispositifs de désenfumage ;
- la conformité aux dispositions relatives au bruit ;
- la pertinence de l'aménagement du bassin d'infiltration (volume) ;
- la levée des non-conformités électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et localisation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, articles 1.2.1. / 1.2.4.			
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative			
Prescription contrôlée :			
article 1..2.1			
1510 2	DC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Volume des locaux stockage des matières premières et des produits finis à température ambiante de 18 480 m ³ Quantité supérieure à 500 tonnes
article 1.2.4.			

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Rue	Section	Parcelle
Châtelleraut	ZI du Sanital rue Alfred Nobel	EL	320
Châtelleraut	ZI du Sanital rue Alfred Nobel	EL	282 (acquisition foncière) 5 998 m ²
Châtelleraut	ZI du Sanital rue Alfred Nobel	EL	282 (Servitude sur le terrain de la STEF pour création d'une voie pompiers et station échelle) 645 m ²

Constats :

Sur site, le plan des stockages a été analysé et l'exploitant a fait parvenir les quantités stockées. Les stockages correspondent aux attendus du dossier d'enregistrement.

L'entreprise a acquis une partie foncière de 5 998 m² de l'entreprise voisine afin de créer une servitude pour voie pompiers et station échelle, sur une parcelle nouvellement créée de 645 m²

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.2.

Thème(s) : Situation administrative, consistance

Prescription contrôlée :

Le site comprendra plusieurs lieux de stockage :

Les produits stockés en rack ou en masse sont des produits combustibles et incombustibles divers ainsi que leurs produits de conditionnement (palettes bois, cartons, films et emballages plastiques, etc.).

Stockage extérieur ;

- *Farine (2 x 90 tonnes), sucre (40 tonnes) en silos, huile végétale en cuve (40 m³)*

Stockage intérieur ;

- *Matières premières Épicerie conditionnées en sacs ou big-bag sur palettes stockées en racks à température ambiante : sel, agents texturant, semoule, sésame soit 285 palettes sur 4 niveaux de stockage. Dans ce même local, seront entreposés sur rétention à une hauteur inférieure à 5 mètres 24 cuves IBC alcool.*
- *Un local de stockage des produits allergènes (90 palettes)*
- *Petites zones à température contrôlée (10°) pour la levure et les œufs soit 60 palettes ou les beurre et dorage (4°) soit 72 palettes.*
- *Le local de stockage des produits finis contiendra 2 232 palettes en racks par accumulation sur 4 niveaux de pose. Les palettes auront un poids de 270 kg unitaire.*

Les emballages (cartons, films plastiques...) seront entreposés dans un local dédié en racks mobiles contenant 391 palettes sur 4 niveaux de pose. Les palettes auront un poids moyen de 270 kg : cartons, plastiques Flowpack et bobines de films, palettes bois.

Les bureaux et locaux sociaux sont aménagés au sein du bâtiment principal séparés de la partie production par un mur coupe feu REI 120.

Constats :

<p>Le site apparaît aménagé conformément aux prescriptions, avec des lieux de stockage permettant d'entreposer les différents produits et contenants.</p> <p>Les bureaux et locaux sociaux (en fin de travaux le jour de la visite d'inspection) sont aménagés au sein du bâtiment principal séparés de la partie production par un mur, selon l'exploitant, coupe feu REI 120.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera la résistance au feu du mur de séparation mentionné supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Besoin en eau d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, articles 1.3.3. / 2.2.2 / 2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3.3 Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une réserve d'eau interne avec 2 raccords pompiers, pouvant fournir 730 m³ ; • un système de rideau d'eau de 66 m de longueur avec un débit de 33 m³/h en protection du bâtiment de l'entreprise voisine (STEF) ; • 14 robinets d'incendie armés (RIA) alimentés depuis le réseau public par un réseau indépendant ; • une détection automatique d'incendie sur l'intégralité du bâtiment ; • 1 poteau incendie situé 19 rue Bernard Palissy à 240 mètres, délivrant un débit de 167 m³/h ; • 1 poteau incendie situé rue Georges Pompidou à 130 mètres, délivrant un débit de 174 m³/h ; • 1 poteau incendie situé rue Alfred Nobel à 50 mètres, délivrant un débit de 180 m³/h ; • 1 poteau incendie situé rue Alfred Nobel à 100 mètres, délivrant un débit de 170 m³/h. <p>Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent être a minima de 270 m³/h pendant une durée minimale de deux heures (application de la règle D9).</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.</p> <p>Les essais de débits individuels et en simultané des poteaux incendie, valorisés dans la défense incendie du site qu'ils soient publics ou privés, sont réalisés tous les ans ; l'exploitant s'en assure auprès du gestionnaire de ces hydrants. Les poteaux incendie ne doivent pas débiter en deçà de 60 m³/h sous 1 bar.</p> <p>En cas de déficit hydraulique constaté, l'exploitant met en place les ressources en eau supplémentaire pour pallier ce déficit.</p> <p>Article 2.2.2 -Aires de mise en aspiration Une aire ou plate-forme de mise en aspiration d'une superficie au minimum de 32 m² (8 m x 4 m) sera créée au droit de la réserve incendie et à proximité de la colonne d'aspiration afin de faciliter les</p>

mises en aspiration. Elle est établie en pente douce (2 cm par mètre environ) et en forme de caniveau très évasé de façon à permettre l'évacuation constante de l'eau vers un caniveau ou tous points bas afin d'éviter les accidents des personnels d'intervention surtout en période hivernale.

Article 2.2.3 -Colonne fixe d'aspiration

Une colonne fixe d'aspiration de 100 mm de diamètre est installée dans la réserve d'eau au niveau de l'aire d'aspiration et dirigée vers celle-ci. Elle est munie à sa base d'une crépine d'aspiration, et à son extrémité supérieure d'un demi-raccord symétrique conforme aux normes NFS 61-703 et NFS 61-705. Ce demi-raccord devra être :

- *orienté afin de présenter les coquilles (tenons) en position haute et basse ;*
- *doté d'un bouchon obturateur ;*
- *situé à une hauteur de 0,40 m maximum à partir de la voie engin ;*
- *extérieur à la clôture.*

Constats :

L'exploitant indique avoir transmis au SDIS toutes les données concernant les 4 poteaux incendie, les RIA et le rideau d'eau (débit, volume, emplacement).

Un procès verbal « d'épreuve et de rinçage des réseaux aériens » relatif au poste n° « Poste 1 déluge + RIA », datant du 15 juillet 2025, a été établi par la société AAI.

En outre, l'inspection dispose d'une fiche « ESSAIS, VERIFICATION ET VALIDATION D'UNE INSTALLATION RIA/PIA » établie le 11 juillet 2025 par cette même société.

Cependant, ces documents ne précisent pas le nombre de RIA.

Un rideau d'eau a été visualisé, au sud du site, au niveau de la voie pompiers nouvellement créée. Le rideau implanté sur la façade offre une protection en limitant la propagation d'un potentiel incendie vers l'entreprise voisine. La voie pompiers sert également à protéger en cas d'incendie le site de l'entreprise voisine

Une citerne cylindrique servant de réserve d'eau de 730 m³ est présente au nord du site.

Cependant, la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA) ne répertorie pas ce moyen. Les poteaux incendie publics sont en revanche représentés.

L'inspection a reçu également, par mail, le rapport de vérification des extincteurs émis par SAVPRO grand ouest, daté du 24 juin 2025. : tout est conforme.

La plate-forme de mise en aspiration est implantée à proximité de la réserve d'eau cylindrique au nord du site. L'exploitant n'a pas fourni de document pour la réception par le SDIS

Une détection automatique incendie a été mise en place sur l'intégralité du bâtiment et mise en service par l'organisme La Détection Électronique Française (DEF), le 31 octobre 2025. Le report d'alarme est prévu sur le poste de garde et les téléphones de l'équipe de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira les documents de réception :

- des RIA,

<ul style="list-style-type: none"> - du rideau d'eau, - de la citerne cylindrique servant de réserve incendie de 730 m³. - de l'aire de mise en aspiration <p>L'exploitant justifie de la conformité de la citerne incendie aux prescriptions de l'arrêté (colonne d'aspiration, signalement, présence au répertoire du SDIS, clôture...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Article 2.1.3-Aires de mise en station des moyens aériens (voies échelles) et aires de stationnement d'engins du SDIS</p> <p><i>En sus des dispositions déjà applicables, l'exploitant s'assure que la voie engins desservant l'ensemble de la périphérie de l'entrepôt, permet la mise en station des moyens aériens (dite voie échelle) pour les pompiers.</i></p> <p><i>Ces aires de mise en station sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 k W/m² (effets irréversibles).</i></p> <p><i>Ces aires de mise en station sont matérialisées au sol.</i></p> <p><i>En cas de présence de voies échelles dans une zone d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 kW/ m², l'exploitant met en place des moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer le refroidissement des murs séparatifs concernés sur toute leur longueur. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant</i></p> <p><i>À l'instar des voies échelles supra, les aires de stationnement à destination des engins du SDIS sont matérialisées au sol et sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure au 3 kW/m².</i></p> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'achat d'une partie de terrain côté entreprise voisine STEF, les voies échelle ont été créées et les services de secours et d'incendie peuvent intervenir par cette nouvelle voie engin.</p> <p>L'ensemble des voies engins ne dessert pas la totalité de la périphérie de l'entreprise mais les engins d'intervention peuvent intervenir sur une partie du dernier coté par la rue Bernard Palissy, côté ouest. La matérialisation des zones a été constatée.</p> <p>Les consignes en cas d'incendie concernant l'ensemble du personnel sont affichées en permanence dans le local SSI.</p> <p>Deux exercices d'évacuation par an seront réalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Aménagements des prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements des prescriptions générales
Prescription contrôlée : CHAPITRE 2.1 -Aménagements des prescriptions générales Article 2.1.1 -aménagement de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 <i>En lieu et place des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</i> <i>l'exploitant peut disposer des locaux hérités de l'ancienne installation implantés en limite de propriété à condition qu'aucune zone à risque ne soit identifiée dans les ateliers en mitoyenneté et notamment sur une distance de 10 mètres par rapport aux parois Sud de l'atelier.</i> Article 2.1.2 -aménagement de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et du point II.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 <i>En lieu et place des dispositions pertinentes de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et du point II.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</i> <i>L'exploitant est autorisé à installer son exploitation dans les locaux hérités de l'ancienne installation sans justifier des éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none">• caractérisation de réaction et de résistance au feu minimum R 15 ;• classification minimum A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) des parois intérieures et extérieures ;• caractérisation selon la classe et l'indice BROOF (t3) des toitures et couvertures de toitures. <i>[...]</i> <i>L'installation respecte les dispositions suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">• la chaudière au gaz naturel est implantée dans un local coupe-feu 2 h (murs, plafonds, sols et portes de séparation) séparé de l'atelier de fabrication ;• une bande de 10 mètres entre le bâtiment classé 2220 et le bâtiment de la société voisine, au Sud sur la parcelle voisine, est maintenue vierge de toute construction ; <i>[...]</i> <ul style="list-style-type: none">◦ un mur de recoupement REI 120 est construit entre l'atelier de fabrication et l'atelier de conditionnement afin de limiter la plus grande surface non recoupée à 2 861 m² ;◦ L'installation dispose de dispositifs de détection automatique d'incendie (DAI) avec report d'alarme dans les bâtiments de stockage et de production/stockage et est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plus, la DAI est généralisée et raccordée à la télésurveillance mise en place au sein de l'établissement ; en effet en dehors des heures ouvrées, la surveillance de l'entrepôt est réalisée par une société extérieure de télésurveillance (ou équivalent) par télétransmission des alarmes.◦ 12 robinets incendie armés (RIA) supplémentaires en plus des 14 existants sont installés dans les ateliers en plus des extincteurs demandés par l'arrêté ministériel, Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues, sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <i>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette</i>

installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Suite aux demandes d'aménagement, l'exploitant indique :

- le local de la chaudière au gaz naturel est équipé de murs coupe-feu 2 h (murs, plafonds, sols et portes de séparation) à l'écart de l'atelier de fabrication;
- le mur de séparation entre l'atelier de fabrication et conditionnement est bien REI 120;
- 12 RIA supplémentaires ont été installés en plus des 14 existants; De plus, un dispositif de type mur d'eau de 65 m côté entreprise voisine a été créé;
- toute l'entreprise est équipée de dispositifs de détection automatique;
- une acquisition foncière de 5 998 m² a permis de réaliser une bande de 10 mètres entre le bâtiment classé 2220 et l'entreprise voisine et créer une voie pompiers avec deux stations échelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les documents de réception :

- des 26 RIA ;
- des caractéristiques coupe-feu du local chaudière ;
- des caractéristiques coupe-feu du mur construit entre l'atelier de fabrication et l'atelier de conditionnement.

L'exploitant justifiera que, en dehors des heures ouvrées, la surveillance de l'entrepôt est réalisée par une société extérieure de télésurveillance (ou équivalent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinctions

Prescription contrôlée :

Article 1.3.4 -Confinement des eaux d'extinction d'incendie

La capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être a minima de 780 m³. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction démontrant qu'elles sont a minima de 780 m³.

De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

<p><i>Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.</i></p> <p><i>Le dispositif d'isolement en aval du bassin supra est également asservi en fermeture à la détection incendie de l'établissement.</i></p> <p><i>Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des voiries extérieures, des chaussées, des revêtements de sols, etc., l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques de la conformité dudit revêtement sont effectués a minima tous les ans. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause son étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de sa réparation.</i></p> <p><i>Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de canalisations enterrées en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction.</i></p> <p><i>Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Un bassin de confinement étanche (de 780 m³ selon l'exploitant) est présent sur site. La vanne permettant la mise en rétention de celui-ci est asservie au SSI, avec manœuvre manuelle possible (volant).</p> <p>Un plan des réseaux est disponible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant met à jour les études foudre de son établissement au regard des modifications apportées au sein de l'établissement et listées dans la demande d'enregistrement de décembre 2023 susvisée. Les travaux de mise en conformité contre les effets directs et indirects de la foudre découlant des mises à jour desdites études foudre, sont mis en place suivant un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis ARF et ETF concernant les installations de protection contre la foudre datant du 23 avril 2024 émis par BCM foudre faisant état de non-conformités sur les matériels utilisés, dues à l'ancienneté des équipements et des locaux.</p> <p>Les équipements ont été remplacés afin de lever les non-conformités, comme précisé dans le</p>

document précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : <i>L'établissement est muni de dispositif de désenfumage respectant le critère des 2 % et plus particulièrement dans les locaux où les activités 1510 et 2220 sont exercées (stockage des emballages, stockage des matières premières, stockage des produits finis...).</i> <i>Le dispositif de désenfumage est conforme aux dispositions des arrêtés ministériels susvisés.</i> <i>L'exploitant tient à disposition de l'inspection les justificatifs permettant de l'attester.</i>
Constats : L'exploitant indique qu'en raison des travaux réalisés en novembre, il est en attente des éléments pour finaliser l'installation de désenfumage asservi au SSI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les éléments de réception des dispositifs de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Modalités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : <i>[...]Le volume total de stockage des matières premières et des produits finis est de 18 480 m³. La quantité est supérieure à 500 tonnes.</i> <i>[...]</i> <i>L'exploitant respecte les caractéristiques des stockages de matières combustibles pris en compte dans les hypothèses des modélisations des effets thermiques en cas d'incendie détaillées dans sa demande de décembre 2023 susvisé. En outre, il respecte l'implantation des stockages de matières combustibles, les hauteurs de stockage, les surfaces de chaque zone de stockage ainsi que les modalités de stockage.</i> <i>Le stockage des consommables se fait en rack par accumulation jusqu'à une hauteur maximale de 9,6 mètres sauf pour la chambre froide où cette hauteur maximale est de 7 mètres.</i> <i>Le stockage en vrac ou en masse est interdit.</i> <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, les justificatifs en temps réel attestant que les stockages de matières combustibles respectent les hypothèses des modélisations des effets thermiques.</i>

En cas de modification des caractéristiques des stockages de matières combustibles et/ou des implantations de ces stockages, un porter à connaissance est transmis à l'administration avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, contrôle est fait de tous les lieux de stockages. Les matières stockées sont identifiées, les hauteurs et quantités respectées.
L'exploitant a envoyé par mail les quantités stockées par produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article V de l'article 51

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au cours de la première année suivant l'enregistrement. Cette mesure est renouvelée à tout moment sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir fait de mesures de bruit.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au cours de la première année suivant l'enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une mesure de bruit et transmettre le rapport de mesures de bruit dès réception

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, article 1.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales sont raccordées au réseau public de la ZAC, le site ne possède pas de forage de

<p><i>prélèvement mais est néanmoins soumis à une rubrique IOTA. Les eaux pluviales seront infiltrées sur le terrain par un bassin d'infiltration pouvant absorber 488 m³.</i></p> <p><i>Les réseaux d'eaux pluviales sont séparés, afin de distinguer le réseau d'eaux pluviales de toiture de celui de voiries. Un séparateur à hydrocarbures est installé sur le réseau eaux pluviales de voiries et un bassin de tamponnement des eaux de pluie (débit de fuite de 3 l/s/ha vers le réseau public). Le volume nécessaire est de 488 m³.</i></p> <p><i>Le plan des réseaux est mis à jour et le sera après toutes modifications</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'un bassin d'infiltration dit " bassin de tamponnement " d'une capacité de 440 m³ a été créé sous le parking VL à l'entrée du site.</p> <p>Celui-ci est constitué de matériaux drainants.</p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales de toitures et de voiries sont séparés. Les eaux pluviales de voiries transitent par un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a transmis les plans des réseaux EU et EP intérieurs, après l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la pertinence du dispositif malgré la capacité inférieure à 488 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Prévention des accidents et des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</i></p> <p><i>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte le plan général de stockage des produits susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. Le plan est conforme aux attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Prévention des accidents et des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nature des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a fait parvenir les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux consulté dans le registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17, 19, 23

Thème(s) : Risques accidentels, électriques

Prescription contrôlée :

Art 17

I. Règles générales.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

II. Dispositions applicables aux locaux frigorifiques.

Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.

En particulier, si les matériaux du local ne sont pas A2s1d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.

En outre, si les panneaux-sandwichs ne sont pas A2s1d0, les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant. Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau. Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.

Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.

Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2s1d0.

Art 19

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions

de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Art 23

I. Règles générales.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de vérification initiale des installations électriques émis par Qualiconsult datant du 26 novembre 2025 qui fait état d'observations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les travaux afin de lever les non-conformités et transmettre les justificatifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Équipements frigorifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 27.8

Thème(s) : Risques accidentels, détection

Prescription contrôlée :

« Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz frigorifique toxique pour l'homme. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité. Ce point est applicable aux installations pour lesquelles la réglementation antérieure ne l'exigeait pas à compter du 1er janvier 2022. »

Constats :

Au niveau de la chaufferie, du four et des combles, des détecteurs de gaz naturel (méthane) ont

<p>été installés.</p> <p>Pour la partie frigorifique, des capteurs NH3 sont présents couplés à une alarme sonore et visuelle, installés et mis en service par l'organisme Clauger.</p> <p>En cas de fuite, une alarme sonore et visuelle est déclenchée entraînant la mise en service des extracteurs NH3 et une coupure générale de gaz et d'éclairage.</p> <p>Seuls les éclairages ATEX de secours restent sous tension</p> <p>Les consignes spécifiques sont affichées et les équipements de protection individuelle pour intervenir sont présents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2008, article 5.4
Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</i></p> <p><i>Ces consignes indiquent notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; - l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu évoquée au point précédent ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les consignes d'exploitation sont connues de tous les employés. Elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Récolement aux prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2024, titre 3
Thème(s) : Situation administrative, Respect des prescriptions
Prescription contrôlée :

Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté et de l'ensemble des arrêtés ministériels susvisés applicables à l'établissement (et ce, pour l'ensemble des rubriques DC et E).

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'action qu'il communique à l'inspection des installations classées en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de son arrêté d'autorisation.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis de récolement de ses installations aux prescriptions qui l'encadrent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une évaluation et justifiera de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'actions correctives

Proposition de délais : 6 mois